



Vu pour être annexé à mon
arrêté en date de ce jour,
Grenoble, le

28 DEC. 1993

et par délégation

Le Secrétaire Général,

DEPARTEMENT DE L'ISERE

Didier LAUGA

SERVICE DEPARTEMENTAL R.T.M. - Restauration des Terrains en Montagne

42 avenue Marcelin Berthelot - 38100 GRENOBLE - Tél. : 76.22.21.54

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

42 avenue Marcelin Berthelot - 38100 GRENOBLE - Tél. : 76.33.45.45

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

9 Quai Créqui - 38000 GRENOBLE - Tél. : 76.47.74.18

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APPLICABLES
AUX ZONES EXPOSEES A UN RISQUE NATUREL
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R-111.3 DU CODE DE L'URBANISME
DANS LA COMMUNE DE VILLARD BONNOT

PREAMBULE

L'article R 111-3 du Code de l'Urbanisme (D.n. 76-276, 29 mars 1976 ; D.n. 77-755, 7 juillet 1977 ; D.n. 81-534, 12 mai 1981 ; D.n. 82-584, 29 juin 1982 ; D.n. 86-984, 19 août 1986) dispose : "La construction sur des terrains exposés à un risque tel que : inondation, érosion, affaissement, éboulement, avalanches, peut, si elle est autorisée, être subordonnée à des conditions spéciales".

"Ces terrains sont délimités par arrêté préfectoral pris après consultation des Services intéressés et enquête dans les formes prévues par les décrets n° 59-701 du 6 juin 1959 relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et avis du Conseil Municipal et de la Commission Départementale d'Urbanisme".

Dans les zones exposées à un risque modéré, faible ou nul, la construction ne sera autorisée que dans les zones constructibles du Plan d'Occupation des Sols de la commune.

Pour Copie Certifiée Conforme
Pour le Préfet,
et par délégation
Le Chef de Bureau,

Annick SCHWARZ
Annick SCHWARZ



1 - SURFACES SUBMERSIBLES

Ces zones submersibles sont repérées avec l'indice ri (risque d'inondation) dans les zones U et NA des documents d'urbanisme.

1-1 - ZONES SUBMERSIBLES DE FOND DE VALLEE

(Zones situées dans la plaine de l'Isère, en pied de versant dont la topographie en creux favorise l'étalement et la stagnation temporaire des écoulements liquides en provenance du versant sus-jacent).

Dans de telles zones les constructions pourront être autorisées sous réserve qu'elles soient surélevées de 0,60 m par rapport au terrain naturel par l'intermédiaire de piliers isolés, butte terrassée ou vide sanitaire.

1-2 - ZONES INONDABLES PAR RUISSELLEMENT SUR VERSANT

(écoulement d'eau plus ou moins boueuse sur les versants des vallées (hors du lit normal des torrents).

Dans ces zones les constructions pourront être autorisées sous réserve que la ou les façades (amont et latérale) des constructions ne comporte que des ouvertures surélevées de 0,50 m par rapport à la cote du terrain ou que des dispositifs déflecteurs soient aménagés pour protéger les ouvertures de ces façades.

Cette hauteur de surélévation pourra être augmentée en raison de l'existence éventuelle de conditions particulières.

2 - ZONES MARECAGEUSES

Les zones marécageuses sont repérées avec l'indice rm dans les zones U et NA des documents d'urbanisme.

Dans les zones marécageuses les constructions pourront être autorisées sous réserve que soit joint au dossier de permis de construire le schéma de principe des travaux d'assainissement et de consolidation du sol.

3 - ZONES DE DEBORDEMENT DE TORRENTS

(correspond au lit normal des torrents dangereux sujets à crues torrentielles : affouillement et érosion de berge, débordement de laves torrentielles, de charriage d'eau, matériaux divers).

Les zones de débordement de torrents sont repérées le long de leur axe avec l'indice rt dans les zones U et NA des documents d'urbanisme.

Les demandes de constructions pourront être autorisées le long de ces torrents sous réserve :

3-1 - Que leur implantation se fasse à une distance de 25 m de l'axe de ces torrents. Cette marge de reculement pourra toutefois être modifiée suivant l'état des berges et la profondeur du lit du torrent.

3-2 - Que les clôtures fixes ne soient pas implantées à moins de 4 m du sommet de la berge.

3-3 - Qu'aucun exhaussement, aucun dépôt de matériaux, aucune excavation, aucun emprunt de matériaux ne soient effectués dans le lit et sur les berges des torrents.

4 - ZONES D'INSTABILITE DU LIT DES TORRENTS

(correspondant aux cônes de déjection, aux replats, aux changements de lit des torrents dangereux cités au paragraphe 3).

Sans objet jusqu'à présent sur le territoire communal.

5 - ZONES DE GLISSEMENT DE TERRAIN

5-1 - Zone n° 1 : elle correspond à des glissements de terrain importants.

Toute construction est interdite dans ces zones.

5-2 - Zone n° 2 : elle correspond à des risques de glissements de terrains d'activité modérée ou à des terrains de stabilité douteuse.

Les zones exposées à un risque faible ou modéré de glissement de terrain sont repérées avec l'indice rg dans les zones U et NA des documents d'urbanisme.

Les constructions dans cette zone pourront être autorisées sous réserve que soit jointe à la demande de permis de construire : une ETUDE GEOTECHNIQUE QUANTITATIVE.

Cette étude, menée dans le contexte géologique du versant, devra définir les caractéristiques mécaniques du terrain d'emprise du projet de manière à préciser les contraintes à respecter, d'une part pour garantir la sécurité du projet vis-à-vis de l'instabilité des terrains, d'autre part pour éviter toute conséquence défavorable du projet sur les terrains environnants.

Dans ces buts, l'étude géotechnique se préoccupera des risques liés notamment aux aspects suivants :

- instabilité due aux terrassements (bâtiments et accès),*
- aggravation des mouvements due, soit à l'infiltration des eaux de surfaces et des eaux pluviales, soit au rejet des eaux usées dans le sol, soit à la rupture des canalisations inaptes à résister à des mouvements lents du sol.*

Lorsqu'une solution à l'assainissement individuel ne peut être trouvée qui satisfasse, à la fois les contraintes d'hygiène et celles de la stabilité des terrains, le permis de construire sera refusé.

- définition des contraintes particulières pendant la durée du chantier (terrassements, collecte des eaux).*

Une étude des structures et des bâtiments pourra compléter l'étude géotechnique.

Le Bureau d'étude intervenant devra s'assurer de la bonne conformité du projet avec les conclusions de l'étude.

Les prescriptions des études géotechniques et des études de structures (drainage, collecteur étanche, fondations spéciales) devront figurer dans les pièces du dossier de permis de construire (plan masse et coupe).

5-3 - Zone n° 3 : Zone sensible

Elle correspond aux terrains situés en pied de versant à l'aval de zones en mouvements.

Dans de telles zones, les permis de construire pourront être autorisés sous réserve que la structure résiste sur sa façade amont (façade EST) et sur une hauteur de 2 m au-dessus du terrain naturel à une poussée de 100 KN par mètre linéaire.

Aucun terrassement du talus n'est autorisé.

6 - ZONES DANGEREUSES

(éboulements, chutes de pierres, avalanches)

6-1 - Zone n° 1 : zone à risque élevé.

Toute construction est interdite dans cette zone.

7 - ZONES D'EFFONDREMENT

(affaissement de terrain provoqué par la rupture de la voute de cavité souterraine naturelle dans le gypse ou résultant d'anciennes exploitations minières).

Sans objet jusqu'à ce jour sur le territoire communal.

Grenoble, le 15 février 1993